



Assemblée générale

AG/10695

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Assemblée générale

Soixante-deuxième session

Débat thématique sur les Objectifs
du Millénaire pour le développement

Matin et après-midi

**2008, ANNÉE DE L'ACTION, DOIT MARQUER UN TOURNANT DANS LA RÉALISATION
DES OMD, ESTIMENT LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET LE PRÉSIDENT DE
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

L'année 2008 doit marquer un tournant vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). C'est le message qu'a livré ce matin, le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, devant l'Assemblée générale, réunie pour évaluer les progrès accomplis et les obstacles qui restent à surmonter pour parvenir à ces Objectifs dans les délais fixés par les chefs d'État et de gouvernement réunis lors du Sommet du Millénaire, soit d'ici à l'année 2015.

À l'ouverture de ce débat thématique qui doit se poursuivre au cours des deux prochains jours, le Secrétaire général a fait le bilan des efforts déployés pour atteindre les OMD. Il a constaté que des progrès indéniables ont eu lieu depuis 2000, année de l'adoption de la Déclaration du Millénaire, qui a établi les OMD, en notant entre autres que comparativement au passé, 3 millions d'enfants supplémentaires survivent maintenant chaque année au-delà de l'âge de 5 ans; et que 2 millions de personnes en plus bénéficient désormais d'un traitement contre le VIH/sida et que des millions d'enfants ont accès à l'éducation primaire.

Citant les réussites enregistrées par le Ghana, le Kenya, la République-Unie de Tanzanie ou l'Ouganda, le Secrétaire général a toutefois rappelé que de nombreux autres pays, particulièrement africains et parmi le groupe des moins avancés, restaient à la traîne. Le défi de la réalisation des OMD est d'autant plus délicat à relever à court terme que nous assistons maintenant à une inflation des prix des produits alimentaires, a-t-il poursuivi, tout en s'inquiétant des effets du ralentissement de la croissance mondiale sur les pays en développement.

Face à ce constat, et à mi-parcours de la date butoir fixée pour parvenir à la réalisation des OMD, Ban Ki-moon a indiqué que l'ONU s'employait à améliorer l'assistance aux pays pauvres, notamment par la création, en septembre dernier, du Groupe de travail pour la réalisation des OMD en Afrique; mais aussi par le biais de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, qui ont résolument orientés leurs travaux vers ces buts.

2008 est effectivement l'année de l'action, a souligné Srgjan Kerim, Président de la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale. Il a affirmé que si les OMD étaient réalisés d'ici à 2015, 500 millions de personnes pourraient s'extraire de la pauvreté; tandis que 300 millions de personnes se nourriraient alors correctement et que les vies de 30 millions d'enfants seraient mises hors de danger.

Le Président de l'Assemblée a toutefois averti que si la tendance actuelle perdure, aucun des OMD ne sera atteint en Afrique subsaharienne où des millions de vies sont concernées, et où existe une véritable situation d'urgence. Dans notre course contre la montre, nous devons faire preuve de volonté politique et traduire nos promesses en action, a-t-il déclaré, en exhortant les bailleurs de fonds à se fixer des échéanciers et à élaborer des programmes de développement plus cohérents.

Le Premier Ministre de la Finlande, Matti Vanhanen, qui est également intervenu au cours de la séance d'ouverture, a fait valoir que son pays était en bonne voie pour atteindre l'objectif de verser 0,7% de son PNB à l'aide publique au développement d'ici à 2015, tel que cela a été consacré à la Conférence de Monterrey sur le financement du développement en 2002. Rappelant que 800 millions de personnes souffrent encore de la faim dans le monde, il a exhorté la communauté internationale à apporter une aide améliorée et des partenariats plus nombreux aux pays en développement.

Le Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale du Mali, M. Moctar Ouane, qui intervenait au nom du Président du Mali, a appelé la communauté internationale à résoudre rapidement la question de la mobilisation des ressources pour financer le développement. Outre l'aide publique au développement accrue et le règlement de la dette, il a estimé que l'intégration des pays en développement dans le commerce mondial devait constituer une priorité et a plaidé pour que soit mis fin aux politiques commerciales inéquitables qui sont des obstacles à la croissance des pays du Sud.

L'Assemblée générale a par ailleurs organisé trois tables rondes au cours de cette première journée de son débat thématique. Y ont participé des représentants des États Membres, des entités des Nations Unies, et des membres de la société civile. La première table ronde s'est intéressée à l'OMD n° 1, qui vise à réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour et souffrant de la faim. Dédiée à l'éducation, la deuxième table ronde s'est penchée sur les moyens d'assurer l'éducation primaire pour tous, tel que cela est établi dans l'OMD n°2. La dernière discussion, portant sur la santé, s'est quant à elle, centrée sur la réduction de la mortalité infantile, l'amélioration de la santé maternelle et la lutte contre le VIH/sida et le paludisme, dont les cibles sont détaillées respectivement dans les Objectifs du Millénaire 4, 5 et 6.

Dans ses remarques de clôture en fin de journée, Mme Asha-Rose Migiro, Vice-Secrétaire générale des Nations Unies, a affirmé que ces discussions avaient montré que bien que des progrès majeurs aient été accomplis, leur rythme reste encore cependant trop lent. Parmi les grandes conclusions à tirer des tables rondes, elle a mis en avant l'urgence de prendre des mesures supplémentaires pour les pays connaissant un retard dans la réalisation des Objectifs et celle d'établir des modalités pour les pays se trouvant dans des situations postconflit. Elle a aussi insisté sur la nécessité d'adopter une approche multisectorielle face à l'interdépendance des OMD, de fournir une aide accrue et améliorée, de renforcer les partenariats avec la société civile et le secteur privé et de faire pleinement participer les femmes. Plaidant pour un développement durable, elle a enfin fait remarquer que les changements climatiques pouvaient miner la plupart des progrès accomplis en faveur des OMD. Étant donné le sentiment d'urgence exprimé par plusieurs, nous devons travailler ensemble et rapidement pour assurer la réalisation des OMD, a conclu Mme Migiro.

Le débat thématique de l'Assemblée générale se poursuivra demain, mercredi 2 avril, à 10 heures.

DEBAT THÉMATIQUE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE INTITULÉ « CONSTATER LES PROGRÈS, AFFRONTER LES DIFFICULTÉS ET REDRESSER LE CAP AFIN D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT D'ICI À 2015 »

Déclarations liminaires

M. BAN KI-MOON, Secrétaire général de l'ONU, a estimé qu'à mi-parcours de la date de 2015, le bilan des efforts déployés pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) était mitigé. Comparé à l'an 2000, nous pouvons faire état de progrès indéniables, a-t-il cependant reconnu: comparativement, 3 millions d'enfants supplémentaires survivent maintenant chaque année, 2 millions de personnes de plus bénéficient d'un traitement contre le VIH/sida et des millions d'enfants sont scolarisés. Moins commentés, mais tout aussi remarquables, sont les progrès réalisés au niveau national par un certain nombre de pays: le Ghana, le Kenya, la République-Unie de Tanzanie et l'Ouganda, par exemple. De son côté, le Sénégal a fait des avancées considérables vers les Objectifs relatifs à l'eau et à l'assainissement et de nombreux autres pays démontrent qu'il est possible d'endiguer la pandémie de VIH/sida. Des progrès impressionnants ont également été enregistrés dans le contrôle du paludisme grâce à la distribution de moustiquaires au Niger, au Togo et en Zambie. Et l'un des chiffres les plus spectaculaires est celui de la chute de la mortalité liée à la rougeole: elle a baissé de 75% dans toute l'Afrique, grâce aux efforts conjoints du Fonds des Nations Unies pour

l'enfance (UNICEF) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Par ailleurs, depuis 2000, la mise en œuvre de bons fondamentaux et de politiques macroéconomiques plus saines s'est améliorée et a permis de générer une croissance de plus de 5% rien qu'en Afrique, a encore souligné le Secrétaire général.

Toutefois, de nombreux pays restent sur la touche, a déploré Ban Ki-moon. Cela est particulièrement vrai des pays africains et des pays les moins avancés. Même certains des pays en développement les plus dynamiques d'Asie du Sud connaissent de sérieuses difficultés, a-t-il poursuivi, en indiquant qu'il en était de même pour des pays d'Amérique latine. Le défi de la réalisation des OMD est d'autant plus délicat à relever à court terme que nous assistons maintenant à une inflation dans les prix des produits alimentaires. Cela ne fait que souligner la nécessité de mettre en place un système commercial équitable pour les produits agricoles, a souligné le Secrétaire général. En outre, le ralentissement de la croissance mondiale ne fait qu'aggraver la situation des pays en développement. Sur le long terme, les progrès en matière de développement sont menacés par les effets des changements climatiques. Les pays en développement, desservis par une technologie et des ressources financières limitées, sont particulièrement mal équipés pour s'adapter aux mutations de notre environnement dont les conséquences peuvent avoir des effets néfastes sur leur développement socioéconomique. Ils ont besoin, a précisé le Secrétaire général, de soutien de la part de la communauté internationale.

Face à ce constat, Ban Ki-moon a rappelé qu'il avait décidé que 2008 serait l'année pendant laquelle il serait nécessaire de venir en aide aux pays les plus pauvres. En septembre dernier, a-t-il rappelé, il a notamment mis sur pied le Groupe de travail pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique, qu'il a chargé de mobiliser les organisations internationales financières et de développement pour qu'elles prêtent leur appui à la réalisation des OMD en Afrique. Le Groupe avait notamment identifié une première série d'initiatives à mettre en œuvre pour y parvenir: lancer une « révolution verte » à l'échelle du continent, adopter des programmes alimentaires à partir de l'agriculture et de l'élevage locaux, investir dans les infrastructures et intégrer l'Afrique à la mondialisation.

L'Assemblée générale et le Conseil économique et social ont orienté de manière significative leurs travaux vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, a relevé M. Ban. Cette année, l'accent sera mis sur le développement durable et, en 2009, sur les Objectifs de santé publique, a annoncé le Secrétaire général. Les agences, fonds et programmes des Nations Unies sont en train de réévaluer leurs programmes afin de réaliser les OMD. Dans chaque pays où opère une Équipe de l'ONU, nous travaillons systématiquement avec les gouvernements pour aligner les cadres de travail d'assistance au développement des Nations Unies sur les OMD. L'année 2008 doit marquer un tournant vers leur réalisation, a insisté Ban Ki-moon, qui a promis que des mesures pour améliorer l'impact de la mondialisation sur les populations les plus pauvres seraient adoptées à l'occasion de la douzième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), qui se tiendra plus tard ce mois-ci, à Accra, au Ghana. En outre, en juillet, le Forum de la coopération pour le développement examinera les moyens de renforcer l'efficacité d'une telle coopération à l'appui de la réalisation des OMD. Et une réunion de haut niveau est prévue le 22 septembre sur les besoins en matière de développement, tandis qu'une autre aura lieu le 25 sur les OMD. Je souhaite vivement que ce dernier événement soit un succès sans précédent, a conclu le Secrétaire général.

M. SRGJAN KERIM, Président de la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale, a estimé que la réalisation des OMD est un test du partenariat lancé par la communauté internationale et l'ONU au niveau international. À mi-parcours de l'atteinte de la datebutoir de 2015, la question n'est pas de savoir si le verre est à moitié vide ou à moitié plein, mais si nous arriverons à le remplir d'ici à 2015, a estimé M. Kerim. Si nous réalisons tous les OMD d'ici à 2015, 500 millions de personnes pourront s'extraire de la pauvreté, 300 millions de personnes se nourriront correctement et la vie de 30 millions d'enfants sera sauvée, a-t-il ajouté. Malheureusement, si la tendance actuelle perdure, aucun des OMD ne sera atteint en Afrique subsaharienne où des millions de vies sont concernées, a prévenu le Président de l'Assemblée. Nous sommes en face d'une véritable crise et d'une situation d'urgence en matière de développement. Cette année, a-t-il insisté, nous avons une possibilité d'accélérer les progrès, alors que de nombreux dirigeants d'entreprises et de la société civile se sont rassemblés derrière le Secrétaire général et les OMD au cours de l'événement « Appel à l'action » du 25 septembre.

2008 est l'année de l'action, a-t-il encore ajouté, en souhaitant que les engagements pris se traduisent en résultats concrets sur le terrain. Mettant l'accent sur les progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté et la faim, M. Kerim a précisé que la proportion des gens vivant dans l'extrême pauvreté était passée d'un tiers à moins d'un cinquième de la population mondiale entre 1990 et 2004, alors que la proportion de gens victimes de la faim devrait passer de 20% à 10% entre 1990 et 2015. Si l'ODD n°1 pouvait être atteint, a-t-il noté, le défi immense qui se pose à l'Afrique subsaharienne pourrait commencer à être relevé. L'Afrique est le continent où la pauvreté absolue a augmenté au cours de la dernière décennie, où un tiers des hommes, des femmes et des enfants sont mal nourris et où 360 millions de personnes vivront toujours dans la pauvreté. M. Kerim s'est inquiété du fait qu'au rythme actuel, une personne sur six vivra avec moins d'un dollar par jour en 2015, une situation qui ne pourra que se détériorer encore avec l'augmentation du coût des énergies et de la nourriture.

Concernant la santé, le Président de l'Assemblée a indiqué que des avancées notables ont été faites pour atteindre l'ODD n°4 visant à réduire la mortalité infantile de deux tiers, en précisant qu'à mi-parcours, 3 millions d'enfants étaient sauvés chaque année. Malheureusement, 10 millions d'enfants meurent toujours chaque année avant d'atteindre l'âge de 5 ans, la moitié d'entre eux en Afrique subsaharienne. Indiquant que 500 000 femmes meurent de complications liées à la grossesse, soit une par minute à travers le monde, il a expliqué qu'il semblait impossible, sauf action décisive, de réaliser l'ODD visant à réduire de trois quarts la mortalité maternelle d'ici à 2015.

S'agissant des maladies infectieuses et contagieuses, il a mentionné le paludisme qui tue chaque année 1 million de personnes, la tuberculose qui tue 2 millions de personnes et surtout le VIH/sida avec ses 3 millions de morts par an, qui fera l'objet d'une réunion spéciale de haut niveau à l'Assemblée générale les 10 et 11 juin 2008.

En ce qui concerne la scolarisation au niveau de l'enseignement primaire, il s'est félicité des progrès accomplis qui permettent aujourd'hui d'envoyer 41 millions d'enfants supplémentaires à l'école, avec un taux de scolarisation mondial atteignant 87%, et il a souligné les efforts déployés pour atteindre les objectifs de parité, qui sont atteints dans 188 pays au niveau de l'enseignement primaire. Néanmoins, malgré ces progrès et en raison des défis qui subsistent, il semble impossible, sauf action énergique, d'offrir une éducation primaire à tous les enfants du monde avant 2050, voire 2100, a regretté M. Kerim.

Citant des raisons d'espérer, il a précisé qu'au cours des 20 dernières années, 400 millions de personnes sont sorties de la pauvreté absolue, alors que la variole a été éradiquée. Il a indiqué que depuis la Déclaration du Millénaire, 34 nouveaux pays sont sur le point d'atteindre l'Objectif fixé en matière de lutte contre la mortalité infantile, 44 celui de la lutte contre la pauvreté absolue et 47 les Objectifs liés à l'éducation. Il a salué la création par le Groupe Goldman Sachs, en collaboration avec CAMFED et l'Université de Cambridge, d'un fonds de 1 million de dollars pour fournir une éducation dans le domaine des affaires à des femmes dans le besoin. M. Kerim a, à cet égard, noté que le fait de combler les écarts entre les sexes permettrait d'augmenter le revenu moyen par tête d'habitant de 10% à 14% dans les pays en développement et de sortir des millions de personnes de la pauvreté.

Alors que la tuberculose est sur le déclin, et que la poliomyélite, la lèpre et le tétanos prénatal sont au bord de l'extinction, 2 millions de vies sont sauvées chaque année grâce à la vaccination, a fait remarquer le Président de l'Assemblée générale. Il a notamment salué l'importance du Mécanisme financier international pour la vaccination, doté de 4 milliards de dollars, grâce à la fondation Bill Gates, à la collaboration de six pays européens et à des soutiens financiers du Brésil et de l'Afrique du Sud. La dette de plus de 20 pays a été complètement annulée, ce qui représente 80 milliards de dollars qui ont servi à construire des écoles et des hôpitaux, a-t-il ajouté, en notant que l'aide adressée à l'Afrique avait cette année atteint un niveau record. Dans le souci de passer de la quantité à la qualité de l'aide, M. Kerim a exhorté les bailleurs de fonds à fixer des échéanciers à tous les pays, en souhaitant que toute l'attention nécessaire soit accordée à des programmes de développement plus cohérents. « Mais dans notre course contre la montre, a-t-il conclu, nous devons faire preuve de volonté politique et traduire nos promesses en action. »

M. MOCTAR OUANE, Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale du Mali, a livré aux délégations un message de M. AMADOU TOUMANI TOURÉ, Président de la

République du Mali. Le Président Toumani Touré s'est réjoui de l'initiative qui a été lancée de tenir le premier débat thématique, qui fournit une occasion utile de mesurer les progrès réalisés et de mieux cerner les insuffisances dans la mise en œuvre des programmes qui permettraient d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici à 2015, a dit le Ministre. Constatant les résultats encourageants réalisés, il a cependant rappelé que beaucoup reste à faire pour honorer les engagements énoncés dans la Déclaration du Millénaire, notamment dans certaines régions du monde comme notamment l'Afrique. Il a invité la communauté internationale à trouver une réponse rapide à la question fondamentale de la mobilisation des ressources pour financer le développement, en particulier pour accroître et améliorer l'aide publique au développement. De même, l'implication harmonieuse des pays en développement dans le commerce mondial doit constituer une priorité, a estimé M. Ouane, afin de soutenir en particulier ces pays dans leurs efforts visant à développer leur secteur privé et à promouvoir la réduction de la pauvreté. Il a notamment appelé à mettre fin aux politiques commerciales inéquitables qui demeurent un obstacle à la croissance de ces pays.

Dans le cadre des politiques visant à l'amélioration des conditions de vie des populations, le Gouvernement du Mali a élaboré dès 1996 une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, suivie d'un cadre stratégique, qui a été adopté en 2002 sur cette question, et d'un cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté pour la période 2007-2011, a indiqué le Ministre. En outre, un Projet de développement économique et social a été approuvé massivement par la population malienne en 2007 et le Gouvernement a adopté un plan décennal 2006-2015 pour la réalisation des OMD. Encouragé par les résultats des stratégies précédentes, le Président du Mali a invité la communauté internationale à accompagner ces efforts dans l'application des différentes politiques de développement économique et social du pays. Il a précisé que le taux brut de scolarisation au Mali est passé de 64% en 2002 à 75% en 2006, celui de la mortalité infantile affectant les enfants de moins de 5 ans étant passé de 229‰ en 2001 à 191‰ en 2006. La prévalence du VIH/sida a, quant à elle, été réduite de 1,7% en 2001 à 1,3% en 2006.

Pour le Président malien, a indiqué M. Ouane, les OMD gardent toute leur pertinence, et le Mali réaffirme son adhésion totale à ces Objectifs ainsi que sa détermination à œuvrer pour leur réalisation rapide. Il a appelé la communauté internationale à redoubler d'efforts et de détermination, considérant que l'humanité dispose de ressources suffisantes pour permettre à chaque habitant de la planète de vivre dignement. Il convient aussi d'accélérer la mise en œuvre des engagements souscrits lors des grandes conférences internationales, notamment celles de Monterrey sur le financement du développement, de Bruxelles sur les pays les moins avancés, de la Barbade, concernant les petits États insulaires en développement et d'Almaty, sur les pays en développement sans littoral. Il est essentiel également de traiter le problème de la dette des pays en développement par des mesures nationales et internationales propres à rendre cet endettement viable à long terme, a souligné le Ministre des affaires étrangères du Mali. Enfin, a-t-il indiqué, le Président du Mali a mis l'accent sur les stratégies qui permettent aux jeunes des pays en développement de trouver un emploi décent et a rappelé la nécessité de rendre les médicaments et les technologies de l'information accessibles à tous. D'autre part, le Mali organise cette année une table ronde entre le Gouvernement et ses partenaires techniques et financiers sur les politiques et les stratégies de développement.

M. MATTI VANHANEN, Premier Ministre de la Finlande, a rappelé que les Objectifs du Millénaire pour le développement avaient été adoptés lors de la tenue de la session du Millénaire qui avait été coprésidée par la Présidente de la Finlande, Mme Tarja Halonen, et le Président de la Namibie, M. Sam Nujoma. Nous sommes à mi-chemin de la date butoir fixée pour la réalisation de ces Objectifs, qui est 2015, a-t-il remarqué, avant d'inviter les délégations à analyser les résultats déjà atteints. Récemment, les Européens se sont concentrés surtout sur le développement interne de l'Union européenne, a reconnu M. Vanhanen. Mais maintenant que les négociations sur le Traité de Lisbonne sont achevées, il est temps pour l'Europe de jouer un rôle actif sur le plan mondial. Nous devons faire face à une urgence en matière de développement, a ajouté M. Vanhanen, afin de pouvoir atteindre les Objectifs que nous nous sommes fixés. Il a mis en relief les liens indéniables qui existent entre les buts que l'on s'est fixés et les moyens de les atteindre, citant entre autres la sécurité, le développement, les droits de l'homme, la démocratie, l'éradication de la corruption et la bonne gouvernance.

Selon les données disponibles, il est encore possible d'éradiquer l'extrême pauvreté et la faim d'ici à 2015, a estimé le Premier Ministre finlandais. Mais il faut intensifier les efforts pour l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne, a-t-il rappelé. Il a mis l'accent sur les inégalités en matière de revenu,

d'emploi et de services sociaux notamment, abordant aussi les questions d'inégalité entre les sexes et d'exclusion sociale. Pour l'Afrique subsaharienne, le fort endettement de ses pays aggrave encore la situation dans laquelle ils se trouvent, a-t-il noté. M. Vanhanen a aussi évoqué les problèmes que rencontrent les enfants, comme le manque d'accès aux services de santé et les conséquences des guerres et des conflits. Il a considéré que l'année 2008 était primordiale pour apporter une réponse mondiale au problème des changements climatiques, car il reste moins de deux ans pour parvenir à un accord international post-Kyoto sur la question. Au Sommet du développement durable organisé il y a deux mois à Delhi, nous avons été choqués de constater combien la situation climatique dans laquelle se trouvent plusieurs pays affecte les conditions de vie de leurs populations pauvres, a dit M. Vanhanen. Il a rappelé que les changements climatiques peuvent, sur le long terme, sérieusement saper les efforts déployés par la communauté internationale pour réduire l'extrême pauvreté. M. Vanhanen a aussi mis en évidence que 70% des pauvres sont des femmes et il a appelé à considérer celles-ci comme des participantes actives dans tous les aspects de la vie de chaque société.

En Finlande, les changements climatiques sont devenus la principale question débattue dans l'élaboration des politiques de développement, a poursuivi le Premier Ministre. Nous soutenons des programmes qui visent à économiser l'énergie, à augmenter l'efficacité de celle-ci et à produire une énergie renouvelable. Ce genre de projets doit aussi bénéficier aux pays pauvres, a-t-il estimé. Malgré tous les efforts de la communauté internationale, il y a encore 800 millions de personnes souffrant de la faim dans le monde, alors que le prix des denrées alimentaires augmente à cause notamment de la hausse des cours du pétrole. Le Premier Ministre a insisté sur le lien qui existe entre le commerce et le développement. Grâce au commerce, on peut mettre un terme à la dépendance économique et atteindre un niveau de développement économique plus avancé, a dit M. Vanhanen, en invitant le monde des affaires et le secteur de la finance à participer pleinement à ce processus.

Le Premier Ministre a aussi mis en évidence l'urgence qui se pose à relever le défi de la mortalité maternelle. C'est un des facteurs les plus importants d'inégalités entre pays développés et pays en développement, a-t-il rappelé. Pour résoudre le problème, il faut notamment assurer la prévention du VIH/sida et améliorer la santé reproductive et sexuelle. La Finlande soutient aussi la promotion du droit universel à l'éducation, a ajouté le Premier Ministre. En conclusion, il a exhorté la communauté internationale à apporter une meilleure aide et plus de partenariats aux pays en développement, en coordonnant entre autres l'aide publique au développement (APD). À cet égard, la Finlande est en bonne voie pour atteindre l'objectif de verser 0,7% de son PNB à l'APD d'ici à 2015, malgré les nombreuses difficultés que cela entraîne pour le budget du pays. La détermination de la Finlande est forte, a assuré le Premier Ministre, mais les citoyens finlandais espèrent que leur aide sert réellement la satisfaction des besoins auxquels elle est destinée.

Table ronde sur la pauvreté et la faim

Financement, respect des engagements pris, investissements dans l'agriculture et les infrastructures: telles ont été certaines des pistes identifiées, ce matin par l'Assemblée générale, afin de mettre fin à la pauvreté et à la faim dans le monde. Dans le cadre de son débat thématique sur la réalisation des Objectifs du Millénaire du développement, l'Assemblée a en effet tenu une table ronde sur les mesures à prendre et les leçons à tirer pour parvenir au premier de ces Objectifs, qui vise à réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour et souffrant de la faim et de la malnutrition. La table ronde sur la pauvreté et la faim était animée par Kandeh Yumkella, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

Panélistes, invités spéciaux, représentants des États Membres, des agences, programmes et fonds des Nations Unies, mais aussi de la société civile, ont, pour la plupart, déclaré que les diagnostics étaient faits et que la question était désormais celle de la mobilisation de la volonté nécessaire à l'accomplissement des tâches identifiées.

Il s'agit de construire l'avenir et il faut comprendre pourquoi nous ne voyons pas de progrès significatifs dans ce domaine, a précisé un des panélistes, Steven O. Willoughby, Chef exécutif par intérim du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Jeffrey D. Sachs, économiste de renom et invité spécial de cette discussion, a pour sa part déclaré qu'il fallait simplement respecter les promesses faites, tout particulièrement en termes de financement.

Pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement, il faut certes des fonds et des ressources, mais il faut aussi concevoir et adopter une approche stratégique afin de susciter des opportunités et saisir celles qui existent déjà, a pour sa part affirmé Paul Collier, professeur d'économie à l'Université d'Oxford, et initiateur de l'expression « Bottom Billion » soit le « milliard du bas de l'échelle ». Il a insisté sur l'importance de prendre avantage de deux phénomènes actuels: la montée des cours des produits de base et le retour de la paix dans de nombreux pays auparavant affectés par des conflits. M. Collier a affirmé qu'historiquement, ces deux occasions n'avaient pas été saisies, alors que dans les années 1970, la montée en flèche des cours des produits de base n'avait pas été perçue comme un avantage, et que 60% des pays en situation de sortie de conflit connaissent généralement une résurgence de la violence dans les 10 ans qui suivent. Selon lui, les gouvernements doivent mieux exploiter les ressources de leurs territoires pour en tirer des recettes adéquates, notamment par l'élaboration de directives volontaires. De plus, M. Collier a proposé que soit établi un pacte mondial pour les pays sortant de conflit afin de nourrir une réflexion sur la question et de leur fournir une assistance à long terme.

Faisant part de l'expérience des États-Unis, Henrietta H. Fore, Directrice de l'assistance étrangère de ce pays et Administratrice de l'Agence internationale pour le développement (USAID), a souligné la nécessité d'exploiter l'esprit d'entreprise qui existe dans chaque pays, tout en insistant sur l'importance de l'appropriation nationale du processus de développement. Elle a estimé qu'il fallait mettre en place un cadre propice à la croissance et aux partenariats, afin d'encourager, avec l'aide de la communauté internationale, l'accès à l'investissement, la compétitivité des entreprises, et enfin, l'équipement des pays en infrastructures. Elle a aussi jugé essentiel d'investir dans le capital humain et de renforcer les capacités des pauvres pour qu'ils puissent avoir des emplois mieux rémunérés et plus productifs, qu'ils puissent parvenir à l'éducation et à rompre le cycle de la pauvreté.

Le secteur privé ne peut pas régler les problèmes qui sont du ressort de l'État, a quant lui affirmé Jayaseelan Naidoo, Président de la Banque de développement de l'Afrique du Sud. Tout en reconnaissant le rôle essentiel des entreprises, il a appelé les gouvernements à être responsables en ce qui concerne les domaines de la santé et de l'éducation et celui de l'éradication de la pauvreté. De même, Steven O. Willoughby, Chef exécutif par intérim du NEPAD, a constaté que si la croissance avait augmenté ces dernières années en Afrique, cela n'avait cependant pas permis de connaître une baisse significative de la pauvreté. Il a argué qu'il fallait plus investir dans l'agriculture, dont les pauvres dépendent, ainsi que dans les infrastructures, qui permettent notamment d'assurer la santé et l'éducation des pauvres. Pour obtenir ces investissements, il a déclaré que les promesses faites devaient être tenues, notamment en matière d'assistance, d'allègement de la dette ou encore d'accès aux marchés.

Nous ne sommes pas à la hauteur en ce qui concerne une augmentation de l'aide publique au développement a regretté Eckhard Deutscher, Président du Comité de l'assistance internationale de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Il a en effet constaté qu'on était encore bien loin des 50 milliards de dollars annuels d'aide au développement promis par les donateurs depuis la Conférence de Monterrey. Il a aussi insisté sur l'importance d'intégrer les OMD dans les stratégies nationales de développement et d'augmenter les capacités institutionnelles de l'État à rendre des comptes et à se réformer, ceci dans l'esprit de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.

Les priorités sont claires et nous nous sommes mis d'accord sur le financement du développement à Monterrey, mais nous sommes restés, depuis six ans, sur la même voie sans avancer, a lancé Jeffrey Sachs au cours de la discussion interactive qui a suivi les présentations. Affirmant qu'il ne manquait que le financement pour progresser, il a constaté que le montant des primes de Noël versées aux boursiers de Wall Street était plus important que l'argent dont on avait besoin pour assurer la réalisation de certains OMD au niveau des pays. Il a invité les États Membres à s'inspirer des exemples fournis par la Chine ou la République de Corée en matière d'accroissement efficace de l'APD.

Faisant écho à cette intervention de nombreux intervenants ont insisté sur la question du financement du développement dont ils ont jugé la résolution vitale. D'autres ont toutefois argué qu'on ne pouvait réduire la situation à un problème financier, insistant sur les défis du renforcement des

capacités, notamment. Enfin, des représentants d'États Membres ont mis l'accent sur la nécessité de l'appropriation nationale du développement et sur l'approche systémique à adopter pour parvenir aux OMD.

Table ronde sur l'éducation

Animée par Iftekhar Chowdhury, Conseiller aux affaires étrangères du Bangladesh, la table ronde sur les progrès, les difficultés et les moyens d'assurer l'éducation primaire pour tous (OMD 2) d'ici à 2015, a vu la participation d'un certain nombre d'experts qui y ont fait des exposés. Nicholas Burnett, Directeur général adjoint chargé de l'éducation auprès de l'UNESCO; Desmond Bermingham, Chef du Secrétariat de la Fast Track Initiative (FTI); Geraldine Namirembe Bitamazire, Ministre de l'éducation et des sports de l'Ouganda; Ann Cotton, Directrice exécutive de CAMFED international et M. Yuto Kitamura, professeur à l'Université de Nagoya (Japon); ont été les panélistes de cette discussion.

Les interventions ont mis l'accent sur l'importance de la formation des enseignants; le caractère complémentaire des aides et des investissements nationaux, l'indispensable intégration de la dimension autochtone et/ou locale, la nécessité de parvenir à une réelle parité et sur l'importance d'une politique fiscale en rappelant la responsabilité première de chaque gouvernement de garantir l'éducation primaire obligatoire et gratuite qui a, par ailleurs, été qualifié d'investissement le plus crucial pour lutter contre la pauvreté ».

M. Nicholas Burnett, Directeur général adjoint chargé de l'éducation auprès de l'UNESCO, a fait une présentation ventilée par région de la scolarisation des enfants dans le secteur primaire, en se félicitant que le nombre d'enfants privés d'éducation primaire ait baissé de 96 à 72 millions entre 1999 et 2005. Outre l'aspect quantitatif, il a mis l'accent sur la qualité, notamment de la formation, en notant qu'il fallait former 18 millions d'enseignants supplémentaires d'ici à 2015. Si 63 pays sont parvenus aux objectifs d'éducation primaire universelle, 28 autres sont bien partis pour y arriver, s'est-il félicité, tout en notant que 60 ne vont pas y parvenir si la tendance actuelle se poursuit. L'amélioration de la situation d'un pays ne doit pas nous empêcher de voir les disparités locales, a-t-il encore dit, en répondant aux questions de délégations et en souhaitant que l'on mette l'accent sur les enfants pauvres à un âge précoce.

De son côté, M. Desmond Bermingham, Chef du Secrétariat de la Fast Track Initiative (FTI), a présenté cette initiative, qui a été lancée en 2000 pour aider les pays en développement à progresser plus rapidement, en proposant une sorte de voie rapide qui pourrait permettre d'atteindre les objectifs fixés dans les délais. Il a indiqué que 34 pays se sont associés à cette initiative qui s'appuie sur le principe d'une aide mieux harmonisée avec les stratégies nationales. Il a noté que dans les pays associés au projet FTI, 70% à 80% des coûts de l'éducation sont financés par les gouvernements nationaux.

Mme Geraldine Namirembe Bitamazire, Ministre de l'éducation et des sports de l'Ouganda, a présenté les initiatives lancées par son pays, dont les dépenses pour l'éducation primaire sont passées de 49% du budget éducatif en 1996 -année de lancement du programme national d'éducation primaire - à 62% en 2007, alors que dans le même temps le nombre d'élèves scolarisés en primaire est passé de 2,7 millions en 1996 à 7,6 millions en 2008, ce qui représente 85% des enfants ougandais en âge scolaire. Elle s'est félicitée de l'abolition des coûts directs et de la prise en charge par le Gouvernement des salaires des enseignants, passés de 80 à 120 dollars par mois entre 2006 et 2007.

M. Yuto Kitamura, professeur à l'Université de Nagoya (Japon), s'appuyant sur des initiatives asiatiques en matière de formation, a noté combien la mauvaise qualité de l'éducation pouvait devenir un obstacle à la poursuite des études. S'agissant des moyens d'optimiser la qualité de l'enseignement, il a mis l'accent sur l'importance d'adapter les programmes nationaux aux réalités locales et d'intégrer la dimension autochtone dans les réformes de façon à lutter contre les excès du centralisme dans le système éducatif. Il faut maintenir le sentiment de responsabilité au sein des communautés, a-t-il encore dit, en estimant que la gratuité de la scolarité n'était pas forcément la meilleure solution à trouver en réponse aux questions posées par certaines délégations.

Mme Ann Cotton, Directrice exécutive de CAMFED international, a présenté des types de gouvernances qui encouragent la qualité de l'éducation et la gestion, en se basant sur l'expérience de son organisation qui intervient au Zimbabwe, en Zambie, au Ghana et en République-Unie de Tanzanie, dans le souci de favoriser la scolarisation des filles. Nous « opérationnalisons » des instruments juridiques et nous aidons les communautés à devenir autonomes afin de réaliser l'égalité, a-t-elle précisé, en soulignant l'importance de comprendre les dynamiques de pouvoirs.

Dans le cadre d'un échange avec les délégations des États Membres, et les représentants des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, le représentant de l'Afghanistan a mis l'accent sur la dimension de la sécurité des écoliers dans les situations postconflit, et celui de la Slovénie a souhaité que l'on s'appuie sur les connaissances traditionnelles, notamment en matière de santé et de préservation de la durabilité des écosystèmes. Si le représentant du Programme alimentaire mondial (PAM) a mis l'accent sur les bénéfices de la nutrition des enfants à l'école en ce qui concerne leur fréquentation scolaire et leur concentration, celui de *Save The Children* a souligné l'importance de la coopération entre les ministères et la société civile, en notant l'importance de l'investissement privé étranger (IED) qui est souvent supérieur aux montants de l'aide publique au développement (APD).

Enfin, la représentante de l'UNICEF a déclaré que la qualité de l'éducation devait être étroitement liée à la protection des enfants à l'école et autour de l'école. « Il faut aller au-delà de la seule éducation universelle, en abordant de concert la protection de l'enfance au cours des épidémies, des catastrophes naturelles, des conflits, et en faisant face aux problèmes causés par le travail des enfants et par toutes les disparités qui les frappent, a-t-elle recommandé.

Table ronde sur la santé

La plupart des participants à la table ronde sur la santé ont débattu des stratégies et des ressources à mettre en œuvre, en particulier pour la santé maternelle. Un expert a fait le constat saisissant selon lequel 6 milliards de dollars supplémentaires sont nécessaires pour sauver, chaque année, les vies de 500 000 femmes et de 8 millions de nourrissons, soit l'équivalent d'un jour et demi de dépenses militaires mondiales.

Tous les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont un rapport avec la santé, a affirmé le médiateur de la table ronde, Anarfi Asamoah-Baah, Directeur général adjoint de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), précisant que la première cause de mauvaise santé dans le monde était la pauvreté. La santé infantile et maternelle ne sera, à ses yeux, possible que si l'on tend vers l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes.

Il convient, a-t-il dit, de ne pas s'attaquer uniquement aux symptômes mais aux causes des maladies. L'investissement dans la santé n'est plus seulement un investissement charitable mais un acte essentiel. Les OMD sont un tout, a-t-il dit, insistant sur la nécessité d'éviter une démarche fragmentaire.

Pour Thoraya Ahmed Obaid, Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'éducation et les soins de santé sont hors de portée pour de trop nombreuses femmes dans le monde. Une femme en couches meurt toutes les minutes, a-t-elle rappelé, estimant que la plupart de ces décès pouvaient être évités. La mortalité maternelle est l'injustice la plus grande au monde en matière de santé et l'écart entre pays riches et pays pauvres aggrave ce fossé, a-t-elle expliqué.

Il est temps que la santé des femmes devienne une priorité de développement et de financement, a-t-elle dit, soulignant également la nécessité d'augmenter les dépenses de santé, de renforcer les systèmes nationaux de santé et d'accroître les partenariats en vue, notamment, de réaliser l'objectif santé des OMD. On estime à 6 milliards de dollars supplémentaires par an la somme nécessaire pour réduire la mortalité maternelle et infantile, soit l'équivalent d'un jour et demi de dépenses militaires mondiales, a souligné Mme Obaid. Un jour et demi de dépenses militaires consacrées à la santé maternelle sauverait les vies de 500 000 femmes et de 8 millions de nourrissons chaque année, a-t-elle insisté.

Innocent Nyaruhirira, ancien Ministre de la santé du Rwanda, s'est, lui, concentré sur la lutte contre le paludisme pour démontrer l'importance d'un renforcement des systèmes de santé. L'amélioration de la qualité des soins entraîne une baisse du paludisme, a-t-il déclaré, graphique à l'appui. Selon lui, des gains significatifs dans la lutte contre le paludisme ont été enregistrés au Rwanda, mais beaucoup reste à faire. Ainsi conviendrait-il d'accroître la couverture des différentes stratégies entreprises, et ce, au moyen de partenariats forts.

Dean Hirsch, Président de World Vision International, a énuméré les différentes actions développées par son organisation, relevant à chaque fois la valeur de l'engagement de la société civile. Une ère nouvelle de la santé globale s'ouvre, impliquant davantage la communauté, la société civile et les partenaires privés, a-t-il témoigné. Prenant l'exemple de la lutte contre la tuberculose, Jim Yong Kim, Cofondateur de Partners in Health, a, pour sa part, jugé essentiel pour parvenir aux OMD de mettre en place de bons systèmes de santé. Nous n'avons pas progressé en matière de santé maternelle depuis des années, a-t-il déploré, soulignant la nécessité d'offrir à tous les individus les services chirurgicaux de base.

Julian Lob-Levyt, Secrétaire exécutif de l'Alliance GAVI, partenariat combinant les ressources privées et publiques pour renforcer les systèmes de santé, a souligné que les résultats en la matière sont mesurés à l'aune des ressources investies et vice-versa, en notant qu'il s'agissait là d'une des caractéristiques des nouveaux partenariats. La Sous-Directrice d'ONUSIDA, Deborah Landley, a rappelé que pour deux personnes traitées pour une infection du virus, cinq autres contractaient la maladie. ONUSIDA attend avec intérêt les résultats des débats de la prochaine réunion internationale de haut niveau, du mois de juin, sur la mise en œuvre de la Déclaration d'engagement relative au VIH/sida. Selon elle, 147 pays sur 192 États Membres ont déjà répondu au questionnaire rédigé par ONUSIDA, ce qui constitue, a-t-elle dit, un fait sans précédent.

La santé préventive doit constituer la priorité numéro un, a estimé le représentant du Guatemala, pour qui les ressources devraient être concentrées sur cette priorité. Son homologue de la Belgique s'est lui intéressé au phénomène dit de la « fuite des cerveaux interne », ces derniers préférant se tourner vers les services de santé privés au lieu de se consacrer aux systèmes de santé nationaux. Ce constat est-il si négatif que cela? s'est-il interrogé. Pour son collègue de Cuba, la privatisation à outrance des systèmes de santé a, en tout cas, donné des résultats négatifs. C'est à travers les systèmes publics de santé que l'on peut répondre au mieux aux besoins de soins d'un pays, a-t-il insisté.

Le délégué de la Norvège a souligné, de son côté, la nécessité exprimée par son Premier Ministre, notamment devant l'Assemblée générale, d'une collaboration plus efficace entre toutes les parties prenantes et, non seulement d'un renforcement mais aussi d'une réforme des systèmes de santé pour qu'ils fonctionnent de manière intelligente. Le représentant du Brésil a mis en exergue le lien étroit entre le financement du développement et la réalisation des OMD, en particulier en matière de santé.

* *** *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel